

22

Monde

Flottille. Le dernier rescapé d'une flottille internationale qui tentait de forcer le blocus de la bande de Gaza a été abordé dans les eaux internationales par des bâtiments israéliens.

Le « Dignité » arraisonné par la marine israélienne

La marine israélienne a arraisonné hier le navire français Dignité-Al Karama, dernier rescapé d'une flottille internationale qui tentait de forcer le blocus maritime de la bande de Gaza, portant l'estocade à une expédition contrariée depuis près de trois semaines.

Le bateau, abordé dans les eaux internationales après plusieurs heures d'encercllement par des bâtiments israéliens, transportait 16 personnes : des Français, Canadiens, Suédois, Grecs, notamment Jean-Claude Lefort, président de l'association France-Palestine Solidarité, Jacqueline Le Corre, lédécine, représentant le PCF, ainsi que le journaliste renommé du quotidien israélien Haaretz Amira Hass et deux de la télévision du Qatar Al-Jazira.

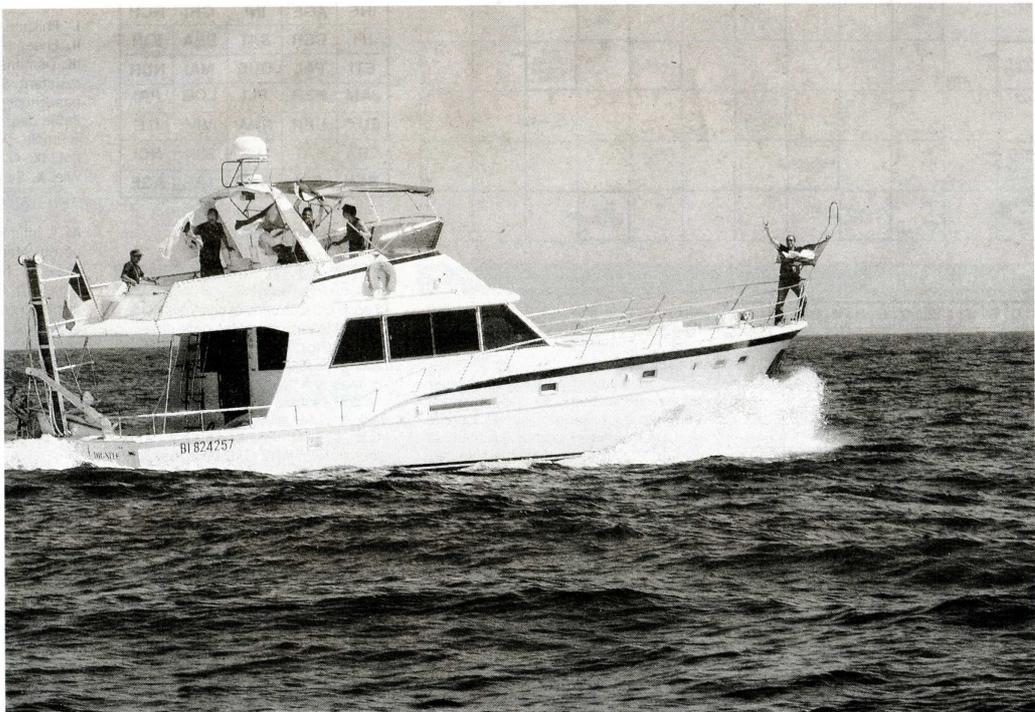
Il a ensuite été conduit au port israélien d'Ashdod (sud) par trois bâtiments militaires israéliens. "Après avoir épuisé tous les canaux diplomatiques et que des appels répétés au navire eurent été ignorés, les marins israéliens ont abordé le Karama afin de l'empêcher de briser le blocus maritime de sécurité autour de Gaza", a affirmé l'armée en ajoutant que l'interception s'était déroulée sans violence.

Les 16 passagers devaient être interrogés au port avant d'être remis aux services du ministère de l'Intérieur et de l'immigration, selon l'armée.

En juin, Israël s'était engagé à distinguer les journalistes à bord de la flottille des militants, qui risquent l'expulsion voire une interdiction du territoire israélien.

"Le gouvernement a neutralisé la flottille par la voie d'une action diplomatique systématique", a affirmé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dans un communiqué.

"Israël continuera de permettre le transfert de biens et de nourriture vers Gaza, mais maintiendra le blocus maritime du territoire pour



Le « Dignité », dernier rescapé d'une flottille dont le but est de briser le blocus imposé aux populations de la bande de Gaza.

empêcher le trafic d'armes et de rouettes quotidiennement tirées contre les citoyens israéliens par le gouvernement du Hamas", a-t-il ajouté.

« Arraisonné illégalement dans les eaux internationales »

Le mouvement islamiste palestinien Hamas a "condamné l'acte de piraterie de l'occupant sur le navire Karama".

Selon les organisateurs de la flottille le "Dignité-Al Karama, seul

rescapé de la flottille de la Liberté II a été arraisonné illégalement dans les eaux internationales de Méditerranée, non loin de Gaza".

"Une nouvelle fois, le gouvernement israélien répond par une démonstration de force disproportionnée, inacceptable, face à une initiative de solidarité citoyenne, explicitement non violente", ont-ils déploré dans un communiqué, exprimant "les plus vives inquiétudes quant au sort des passagers".

Le bateau, intercepté le 7 juillet

par les garde-côtes grecs, a quitté dimanche l'île grecque de Kastellorizo en appareillant officiellement pour le port égyptien d'Alexandrie, avant de reprendre son objectif initial, une fois parvenu en haute mer. Les neuf autres bateaux composant la flottille avec à leur bord 300 militants venus de 22 pays, sont bloqués en Grèce depuis fin juin. Athènes a justifié cette interdiction par la "sécurité des militants" après l'assaut israélien

sur une précédente flottille pour Gaza, qui avait fait neuf tués turcs le 31 mai 2010. Israël impose un blocus à Gaza depuis la capture d'un de ses soldats en juin 2006, renforcé après la prise de contrôle du territoire par le Hamas un an plus tard. Face aux critiques internationales déclinées par l'arraisonnement meurtrier de la première flottille, Israël l'a ensuite allégé, essentiellement pour les produits de consommation courante.

Les réactions

■ PCF.

Le Parti communiste condamne, le "coup de force des autorités israéliennes", qu'il qualifie d'"acte de piraterie". Le PCF condamne une "attaque injustifiable" et dénonce le "silence consternant des autorités françaises". Elles "ne peuvent pas dire qu'elles sont favorables à l'édification d'un Etat palestinien et tolérer en même temps de tels actes", s'insurge-t-il, réclamant que

Paris intervienne pour obtenir "la libération immédiate de toutes les personnes capturées par l'armée israélienne ainsi que la restitution du bateau".

■ NPA.

Pour le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), le Dignité Al-Karama "et ses passagers symbolisent la détermination du mouvement de solidarité internationale à briser le blocus de

Gaza et à apporter son soutien aux 1,6 millions de palestiniens enfermés depuis 2007".

■ PG.

Le Parti de Gauche condamne, dans un communiqué, une opération menée "en totale violation du droit puisque ce bateau se trouvait dans les eaux internationales", et estime qu'Israël "s'enfoncé toujours plus dans une voie sans issue de violence et de

répression". Le gouvernement français doit "intervenir immédiatement pour la libération de ces militants et la restitution du bateau", clame le PG.

■ PARIS.

a France a appelé Israël à la "mesure" et à la "responsabilité" vis-à-vis des occupants du "Dignité Al-Karama". "Nous avons indiqué depuis plusieurs jours aux autorités israéliennes que si ce

bateau français venait à tenter de forcer le blocus et que les autorités israéliennes décidaient de le stopper, nous attendons de ces dernières qu'elles agissent avec responsabilité et mesure, respectent tous les droits de nos ressortissants et permettent leur prompt retour en France", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero.